

Les politiques autoritaires de la Chine et de l'Inde

Un certain nombre d'Etats ont cependant déjà essayé de limiter leur population par des politiques volontaristes. C'est le cas principalement de l'Inde et de la Chine. Avec 1,3 milliard d'habitants, la Chine rassemble un peu moins du cinquième de l'humanité sur un territoire qui, bien qu'immense, ne regroupe que 10 % de la surface agricole mondiale : la question de la faim s'est donc presque constamment posée dans ce pays. Pour limiter sa croissance démographique, les pouvoirs publics y pratiquent depuis la fin des années 1970 la politique de l'enfant unique, mise en place par Deng Xiaoping. Malgré les exceptions tolérées (moyennant finances), cette politique a été efficace : la fécondité est tombée en moyenne à 1,7 enfant par femme. La population chinoise devrait commencer à baisser à partir de 2025.

En Inde, des politiques de stérilisations massives sont mises en œuvre depuis les années 1960, avec nombre de scandales à la clé. Mais le succès est moins probant : la population a plus que triplé depuis l'indépendance et la fécondité, bien qu'en net recul, est toujours de 2,7 enfants par femmes en moyenne. Pour souhaitable que soit la stabilisation de la population dans des contextes aussi contraints que ceux de l'Inde ou de la Chine, les politiques autoritaires menées par ces deux Etats posent toutefois des problèmes majeurs en termes de libertés individuelles.

Le respect des libertés individuelles

Il existe cependant des moyens plus respectueux des libertés individuelles de favoriser la transition démographique. Le premier d'entre eux, c'est bien sûr l'information sur les méthodes contraceptives et leur diffusion à des coûts compatibles avec les revenus des habitants des pays concernés. Mais cette politique se heurte souvent aux préjugés religieux et culturels. Ainsi, même dans le contexte de l'épidémie de sida, les pouvoirs publics sud-africains ont-ils longtemps renâclé à s'engager en faveur de l'usage des préservatifs.

Mais au-delà, ce sont surtout des changements en profondeur des structures socio-économiques qui sont indispensables. Il s'agit tout d'abord de développer l'éducation et l'activité économique des filles, ce qui se heurte bien souvent, là aussi, à de fortes résistances. Il faut également mettre en place des systèmes sociaux étendus, principalement une assurance maladie et des systèmes de retraites. Si la transition démographique a pris au-



Ecole au Burkina Faso.
La transition démographique passe nécessairement par le développement de l'éducation et de l'activité économique des filles.

Jacques Pont - Dabim

tant de retard en Afrique subsaharienne, c'est pour une bonne part parce que les politiques d'ajustement structurel imposées par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale dans les années 1980 et 1990, très défavorables à la hausse des dépenses publiques, ont beaucoup freiné de telles politiques. Un retard qui pèse aujourd'hui lourdement sur l'avenir du continent et de la planète.

Une tâche ardue

Enfin, quand la population d'un pays décroît, cela soumet nécessairement la société à de fortes tensions sociales et politiques. Une société en décroissance démographique est en effet, par nature, une société où les personnes âgées sont surreprésentées. C'est donc une société qui doit prélever une part importante des richesses qu'elle produit pour nourrir ces « bouches inutiles ». Cela fait déjà l'objet de débats difficiles dans nos sociétés vieillissantes avec les réformes des retraites à répétition bien qu'elles ne soient pas encore en décroissance démographique.

Une société dont la population diminue, c'est aussi une société où les patrimoines, notamment immobiliers, perdent de la valeur : il y a structurellement moins de gens à la recherche d'un logement que de personnes qui souhaitent en vendre. C'est le cas également pour les titres financiers : les personnes âgées ont en général accumulé une épargne qu'elles vendent une fois en retraite pour maintenir leur niveau de vie. Mais comme il n'y a plus suffisamment de jeunes pour acquérir ces titres, leur valeur baisse : c'est une des raisons principales pour lesquelles les fonds de pension ne sont de toute façon pas une réponse adaptée au vieillissement de la population. Bref, accélérer la transition démographique est à la fois une nécessité urgente et l'une des tâches les plus ardues qui soient à mener.

■ Guillaume Duval

Malthus pourrait bien finir par avoir raison...